

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS DE LA LOIRE**

*Environnement et prévention des risques
48 bis boulevard Jules Janin
42022 SAINT ETIENNE Cedex 01*

335/DDPP/10
ARRETE N° -2010 portant consignation de somme

Le préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté d'autorisation du 12 septembre 2001 réglementant les activités exercées par la S.A.S. DURALEX INTERNATIONAL FRANCE sur le territoire de la commune de RIVE-DE-GIER - 2 rue Joseph Hémain ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2006 imposant à la S.A.S. DURALEX INTERNATIONAL FRANCE la surveillance des eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2007 mettant en demeure l'exploitant susvisé de respecter l'arrêté du 19 janvier 2006 susvisé imposant la surveillance de la nappe et l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 relatif à la cessation d'activité ;

VU le jugement du Tribunal de commerce d'Orléans en date du 25 avril 2008, ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la société DURALEX INTERNATIONAL FRANCE et désignant Maître JOUSSET en qualité de mandataire liquidateur ;

VU le mémoire de cessation d'activité transmis par le liquidateur le 30 novembre 2009 ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 10 février 2010, établi au vu de ce document et de la visite de l'installation, constatant que la mise en sécurité du site et la surveillance des eaux souterraines prescrites par l'arrêté du 14 juin 2007 susvisé n'ont pas été réalisées complètement, et proposant en conséquence une mesure de consignation ;

VU les observations émises par Maître JOUSSET le 3 mars 2010 en réponse au courrier l'informant de la mise en oeuvre de la procédure de consignation ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réserver une suite favorable à la proposition de l'Inspecteur des Installations Classées afin de contraindre le liquidateur à faire le nécessaire pour respecter la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Maître JOUSSET, mandataire liquidateur de la SAS DURALEX INTERNATIONAL FRANCE, qui exploitait les installations sises à RIVE-DE-GIER - 2 rue Joseph Hémain, consignera en une seule fois entre les mains d'un comptable public, une somme de 150 000 euros répondant du montant des travaux ci-après :

- mise en sécurité du site (élimination des déchets)
- suivi des eaux souterraines (mise en place du réseau et suivi semestriel pendant 4 ans)


ARTICLE 2 : La somme consignée sera restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux demandés.

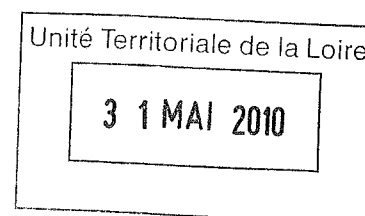
ARTICLE 3 : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : M. le directeur départemental de la protection des populations, M. le Trésorier Payeur Général, M. le Maire de RIVE-DE-GIER et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

25 MAI 2010

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick PERIN



Copie adressée à :

- Maître Jean-Paul JOUSSET
- 2 rue Adolphe Crespin
- 45000 ORLEANS
-
- Monsieur le maire de RIVE-DE-GIER
- L'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- Mme la Directrice du SGAEE – Plate-forme CHORUS (4 copies dont 3 à l'attention de M. le Trésorier Payeur Général).
- Archives
- Chrono